



La conjoncture économique du 1^{er} trimestre 2018

*Ralentissement de la croissance : un
trou d'air passager ou début d'une
nouvelle récession ?*

Conseil, Recherche 3 rue Bayard – 59 000 LILLE

et Formation Tél : +33 3 20 47 15 24 – Fax : +33 3 20 31 91 82

en Relations Sociales www.orseu.com



Édito

Après cinq trimestres de forte croissance (0.7% en moyenne par trimestre), le PIB en France a quasiment stagné en ce début d'année 2018 (0,2% seulement). Ce ralentissement ne concerne pas uniquement la France. La croissance européenne a également ralenti. Même l'Allemagne qui est en situation de plein emploi, réalise une faible croissance (0.3%), à peine plus élevée que celle de la France.

Ce ralentissement annonce-t-il le début de la fin du cycle économique ou s'agit-il d'un trou d'air conjoncturel ? Les études les plus consensuelles affirment que la majorité des économies n'ont pas atteint le haut du cycle économique annonciateur d'un retournement conjoncturel. Cela veut dire qu'elles ont encore un ou deux ans de forte croissance avant la future récession. Ceci est le cas notamment de la France qui accuse un retard de croissance aussi bien par rapport au reste de l'Europe que par rapport à son potentiel économique. Les prévisions sont d'ailleurs positives (2,1% en 2018 et 2% en 2019 selon le FMI et l'OCDE). Certaines institutions, comme la Banque de France, ont révisé légèrement à la baisse la croissance française (-0.1 point). Mais globalement, le consensus des économistes confirme la poursuite d'une forte croissance au moins en 2018.

Peut-on alors associer le ralentissement actuel à un trou d'air passager ? Certes son origine est d'ordre politique créé par l'incertitude autour de la montée des populismes en Europe et de la politique protectionniste et isolationniste des USA. Ces tensions ont impacté le climat des affaires en France et en Europe. L'investissement des entreprises et le commerce extérieur sont les plus touchés dans l'immédiat. Comme on le voit en France, ces deux moteurs ont complètement calé au 1^{er} trimestre.

Cependant, ces tensions politiques peuvent ébranler la croissance si elles persistent dans le temps. Or, malheureusement c'est ce que nous constatons depuis le début de l'année. L'incertitude risque de devenir durable qui va engendrer une crise de confiance qui elle-même mènera vers la récession économique.

En France, le ralentissement de la croissance s'explique aussi par les effets de la politique du gouvernement notamment des mesures fiscales qui se sont traduites par une perte du pouvoir d'achat de 0.6%. La hausse de la CSG non compensée immédiatement par la baisse des cotisations maladie et chômage ainsi que par le report partiel de la suppression de la taxe d'habitation explique en partie la baisse du pouvoir d'achat. En outre, la fiscalité énergétique et sur le tabac (4.3 milliards de prélèvements supplémentaires en 2018) touche une grande partie de la population. A cela s'ajoute la hausse du prix du pétrole impactant aussi bien les ménages que les entreprises.

Tous ces éléments affectant le pouvoir d'achat ont conduit à une stagnation de la consommation au 1^{er} trimestre. La politique budgétaire du gouvernement est ainsi défavorable aux ménages de la classe moyenne et inférieure, donc à la consommation, et favorable aux classes à haut revenu et aux entreprises.

Les conséquences sur l'emploi sont également immédiates notamment dans le secteur marchand. Les entreprises ont créé deux fois moins d'emplois au 1^{er} trimestre (47 900 créations nettes) comparativement au trimestre précédent (115 000). De fait, le chômage augmente particulièrement chez les femmes de 25-49 ans. Le taux de chômage de cette catégorie a augmenté de 0,7 point contre 0,3 point pour l'ensemble des Français. En même temps, les entreprises n'arrivent pas à trouver les compétences dont elles ont besoin sur le marché du travail. Dans l'industrie par exemple, 41.5% des entreprises ont des difficultés à embaucher. Il y a manifestement une aggravation du problème d'appareillement entre l'offre et la demande sur le marché du travail. Un sujet qui doit être au cœur de la politique de l'emploi, mais malheureusement le gouvernement actuel brille par son manque d'intérêt pour ce type de politique. Bien au contraire, il a supprimé les emplois aidés et n'a pas reconduit la prime à l'emploi dans les PME qui a pourtant montré son efficacité dans la mandature précédente.



SOMMAIRE

ÉDITO.....	2
1. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE : RALENTISSEMENT GENERALISE.....	4
<i>La croissance chute partout au 1^{er} trimestre.....</i>	4
<i>Le FMI révisé à la hausse les perspectives de croissance en 2018 et 2019.....</i>	4
2. LA CONJONCTURE EN FRANCE : LES PREMIERES CONSEQUENCES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT ..	5
3. CONJONCTURE DANS LES BRANCHES : BAISSSE DE LA PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE ET LA CONSTRUCTION, RALENTISSEMENT DANS LES SERVICES	6
<i>Une forte baisse de la production industrielle</i>	6
<i>Taux d'utilisation des capacités de production industrielle</i>	6
4. LA CONJONCTURE DANS LES ENTREPRISES : DEGRADATION DES COMPTES DES ENTREPRISES MAIS HAUSSE DE CREATIONS ET BAISSSE DES FAILLITES	7
Les comptes des sociétés non financières se dégradent.....	7
Les créations d'entreprises progressent de 4.9%.....	8
Les défaillances d'entreprises reculent de 6.4%.....	8
5. LA CONJONCTURE DU MARCHE DU TRAVAIL : FORTES CREATIONS D'EMPLOIS MAIS MOINS QU'EN 2017.....	9
<i>Ralentissement du rythme des créations d'emplois salariés</i>	9
<i>L'emploi marchand augmente, mais moins vite que précédemment.....</i>	9
<i>Le chômage repart en hausse 1^{er} trimestre</i>	10
<i>Le nombre de demandeurs d'emploi diminue.....</i>	10
6. LE POUVOIR D'ACHAT DIMINUE.....	11
<i>Les salaires accélèrent mais sans gain de pouvoir d'achat</i>	11
<i>Le pouvoir d'achat du revenu disponible (RDB) diminue</i>	11
7. LES FINANCES PUBLIQUES : DETTE PUBLIQUE ET LE DEFICIT PUBLIC	12
<i>La dette publique.....</i>	12
<i>Le déficit public.....</i>	12
INDEX POUR MIEUX COMPRENDRE	13



1. La conjoncture internationale : ralentissement généralisé

La croissance chute partout au 1^{er} trimestre

	T2 2017	T3 2017	T4 2017	T1 2018
Zone euro	0,7%	0,7%	0,7%	0,4%
Allemagne	0.6%	0.7%	0.6%	0.3%
Espagne	0.9%	0.7%	0.7%	0.7%
France (OCDE)	0.7%	0.7%	0.7%	0.2%
Italie	0.4%	0.3%	0.4%	0.3%
Royaume-Uni	0.2%	0.5%	0.4%	0.1%
États-Unis	0.8%	0.8%	0.7%	0.5%

OCDE-Eurostat

L'économie mondiale est sur un cycle d'expansion depuis deux ans (3,2% en 2016 et 3.8% en 2017). Malgré l'affaiblissement de la croissance au 1^{er} trimestre 2018, les prévisions demeurent optimistes pour les deux années à venir (3,9% de croissance prévue). Selon ces prévisions, toutes les régions du monde bénéficieront d'une forte croissance en 2018 et 2019.

En Europe, le retour de la confiance dans l'économie européenne et le rôle de la BCE expliquent en grande partie la dynamique économique actuelle et à venir. Mais les tensions politiques liées à la crise migratoire et la

montée des forces politiques anti-européennes et conservatrices menacent la stabilité économique de l'Union. D'ailleurs, ce risque politique s'est manifesté au 1^{er} trimestre : le taux de croissance de la zone euro a chuté de presque la moitié (0.4% contre 0.7% par trimestre en 2017). Les pays les plus confrontés à ce risque politique (Allemagne et Italie notamment) sont les plus pénalisés. La France est un cas particulier qui se distingue par une plus faible croissance au 1^{er} trimestre et une plus forte baisse de sa croissance (le taux de croissance en France est divisé par 3.5). En effet, la croissance en France pâtit en raison principalement du pouvoir d'achat en baisse et du contexte européen qui a affecté les exportations et par ricochet le climat général des affaires et l'investissement des entreprises. Ces mauvais chiffres du 1^{er} trimestre annoncent-ils un retournement de la conjoncture ou s'agit-il d'un trou d'air passager ? Selon les enquêtes et les études sur la croissance potentielle, l'économie européenne et plus précisément française n'ont pas encore atteint le haut du cycle économique. Il y a encore une marge de progression avant d'atteindre le maximum de croissance économique que l'on peut réaliser (haut du cycle) avant le retournement conjoncturel.

Le FMI revise à la hausse les perspectives de croissance en 2018 et 2019

	Croissance réalisée en %			Projections en avril 2018		Révisions de la prévision par rapport à janvier 2018	
	2015	2016	2017	2018	2019	2018	2019
Zone euro	2.0	1.8	2.3	2.4	2.0	0.2	0.0
Allemagne (28%)*	1.5	1.9	2.5	2.5	2.0	0.2	0.0
France (21%)	1.3	1.2	1.8 (2,3%)**	2.1	2.0	0.2	0.1
Italie (19%)	0.7	0.9	1.5	1.5	1.1	0.1	0.0
Espagne (12%)	3.2	3.3	3.8	2.8	2.2	0.4	0.1
USA	2.6	1.5	2.3	2.5	2.2	0.2	0.0
Japon	1.5	0.9	1.7	1.2	0.9	0.0	0.0
Royaume-Uni	2.2	0.9	1.8	1.6	1.5	0.1	0.0
Pays Emergents	4.3	4.4	4.8	4.9	5.1	0.0	0.1
Russie	-2.8	-0.2	1.5	1.7	1.5	0.0	0.0
Chine	6.9	6.7	6.9	6.6	6.4	0.0	0.0
Production mondiale	3.4	3.2	3.8	3.9	3.9	0.0	0.0
Commerce mondial	2.6	2.5	4.9	5.1	4.7	0.5	0.3
Prix du pétrole	-47.2	-15.7	23.3	18.0	-6.5	6.3	-2.2
Inflation (pays avancés)	0.3	0.8	1.7	2.0	21.9	0.1	-0.2
Taux d'intérêt (dépôts en €) ***	0.0	-0.3	-0.3	-0.3	0.0	-0,2	-0.1

Source : FMI - * part dans le PIB de la zone euro. ** l'INSEE. *** Taux du LIBOR (taux d'intérêt interbancaire) des fonds en euro à trois mois. Lecture : en avril 2018, le FMI prévoit une croissance de la zone euro de 2.4% en 2019, soit +0.2 point par rapport à sa prévision de janvier.

C'est sur la base de ces études sur la croissance potentielle que le FMI établit ses prévisions à court et à moyen terme. Celles-ci ont été relevées en avril pour une grande partie des pays européens, dont la France (+0.2 point de croissance en 2018). Sauf choc conjoncturel ou politique, l'économie européenne qui bénéficie encore de la politique monétaire accommodante devra réaliser une plus forte croissance en 2018 (+2.4%). Pour la France, le FMI prévoit une croissance élevée de 2.1% malgré les chiffres décevants du 1^{er} trimestre. Mais ces prévisions ne tiennent pas en compte du risque politique de l'arrivée au pouvoir en Italie d'une coalition anti-européenne. De même pour les récentes mesures protectionnistes américaines qui déstabilisent déjà le commerce international. Certes, les fondamentaux de l'économie sont bons, mais ils risquent d'être fragilisés par la dérive populiste et nationaliste aussi bien en Europe qu'aux USA.

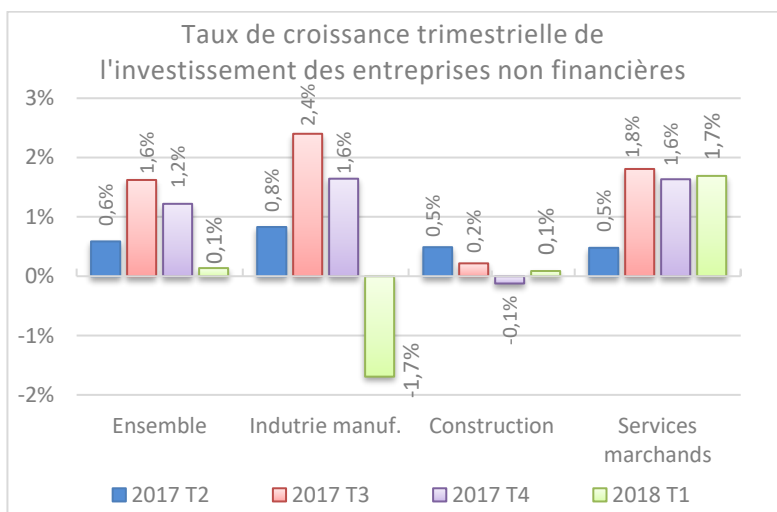


2. La conjoncture en France : les premières conséquences de la politique économique du gouvernement

L'évolution des composantes de la croissance

	Par an		Par trimestre		
	2016	2017	T3 17	T4 17	T1 18
PIB	1.1%	2.3%	0,7%	0,7%	0,2%
Consommation Ménages	2.1%	1,1%	0,4%	0,2%	0,1%
Consommation publique	1.2%	1.4%	0,5%	0,3%	0,3%
Investissement total	2.7%	4.7%	1,9%	0,9%	0,2%
dont: Entreprises	3,4%	4.4%	1,6%	1,2%	0,1%
Public	-0.1%	1.6%	0,3%	0,4%	0,4%
Ménages	2.4%	5.6%	1,0%	0,6%	0,2%
Exportations	1.9%	4.7%	1,1%	2,4%	-0,3%
Importations	4.2%	4.1%	1,9%	0.3%	-0.1%
Contributions					
Demande intérieure	2.0	2.0	0,6	0.4	0.2
Variation de stocks	-0.1	0,2	-0.4	0.0	0.2
Commerce extérieur	-0.8	0,1	-0,3	0.6	-0.1

INSEE



Après l'hypothétique effet « Macron » sur l'investissement des entreprises vient l'effet de la politique économique récessive de l'exécutif. La hausse de la CSG et la baisse des emplois aidés se sont traduites par une baisse du pouvoir d'achat, notamment de ceux qui ont le moins. La hausse des prix de l'énergie a également contribué à la baisse du pouvoir d'achat. En conséquence de cela, la consommation des ménages ralentit depuis septembre 2017 avant de stagner au 1^{er} trimestre 2018 (+0.1%). En outre, l'investissement a stagné durant ce trimestre et les exportations ont diminué. Les trois moteurs de la croissance française se sont ainsi grippés pendant les 3 premiers mois de l'année. Le PIB n'a donc augmenté que de 0.2% contre 0.7% en moyenne par trimestre durant l'année 2017.

Si la consommation ralentit, c'est à cause de la politique économique du gouvernement. Par contre, il est difficile d'expliquer le ralentissement de l'investissement. Très probablement, c'est le contexte international d'un côté et la baisse de la consommation de l'autre qui ont poussé les entreprises à la prudence en ce qui concerne les dépenses d'investissement. C'est dans l'industrie où l'impact est le plus marquant. En effet, l'industrie est le secteur le plus exposé au contexte international déstabilisé par les tensions politiques en Europe et par la guerre commerciale américaine.

Pourtant, l'INSEE se veut rassurant pour la suite de l'année. Il prévoit un redémarrage de l'investissement lentement au 2^e trimestre avant de se relancer dans la 2^e partie de l'année.

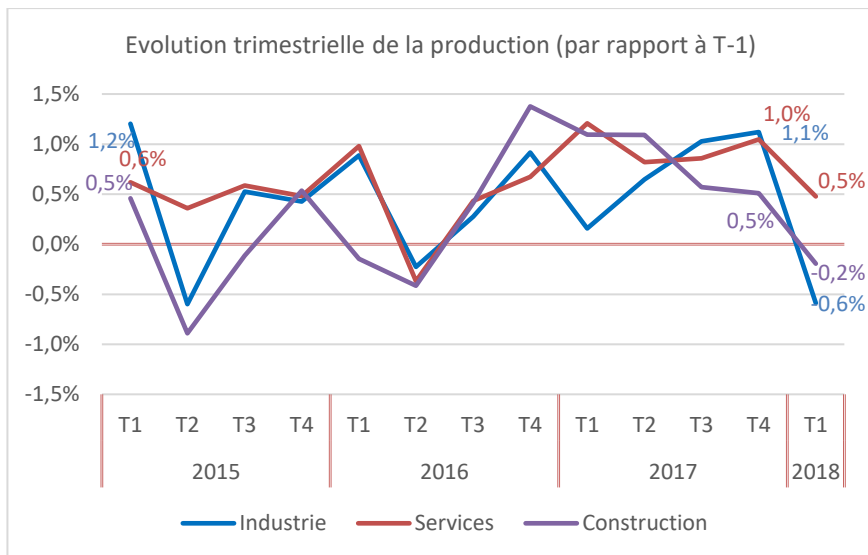
Etant donné la mauvaise conjoncture du commerce international, les exportations françaises ont reculé de 0.3%. Mais les importations ont également diminué, certes moins fortement. En conséquence, le solde du commerce extérieur s'est dégradé de 1.7 milliard amputant 0.1 point de croissance au 1^{er} trimestre contre une contribution positive de 0.6 point au trimestre précédent. Il faut noter ici que les variations trimestrielles des échanges extérieurs peuvent être biaisées par le rythme des livraisons aéronautiques ou navales. Au 1^{er} trimestre, les exportations aéronautiques ont reculé de 14.5% après deux trimestres de hausse. Le calendrier des livraisons affecté par des retards récurrents de production explique cette baisse des exportations. La dégradation du solde aéronautique de 1,6 milliard pendant ce trimestre explique en très grande partie celle du commerce extérieur français. La hausse du prix du pétrole a également contribué au déficit commercial à hauteur de 30%, soit 500 millions €.

Malgré les nombreux facteurs défavorables à la croissance en ce premier trimestre, la croissance économique de prochains trimestres reprendra de la vigueur selon les prévisions de l'INSEE. L'industrie, principale cause du ralentissement, s'est redressée déjà en avril dernier puisque la production a augmenté de 0.4% et devrait accélérer en juin selon la banque de France. On estime alors que la croissance atteindrait entre 0.3 et 0.4% au 2^e trimestre avant de retrouver le rythme de 2017 (entre 0.6 et 0.7%). Le commerce extérieur se rétablirait également par effet du calendrier des livraisons aéronautiques. Globalement, l'INSEE estime que les fondamentaux de l'économie française sont encore bons, prévoyant une croissance annuelle proche de 2% en fin d'année.



3. Conjoncture dans les branches : baisse de la production dans l'industrie et la construction, ralentissement dans les services

Une forte baisse de la production industrielle



Insee, comptes nationaux trimestriels
Données CVS-CJO

Taux d'utilisation des capacités de production industrielle

Années		Industrie	Agro. Alim	Equip. Electr.	Matériels Transport	Autres industries
Moyenne 2000 -2007		84,1	80,3	82,3	87,7	84,3
2015	T4	82,3	82,4	78,7	86,6	81,2
	T1	84	82,4	79,7	89,5	83
2016	T2	83,8	81,1	80,6	90,2	83,1
	T3	84,6	83,1	80,7	89,7	84
	T4	84,6	83,1	81,1	89,9	84,1
	T1	85,8	83,3	82,0	92,6	85,1
2017	T2	85,3	82,9	82,6	91,4	84,6

Insee

L'industrie est l'autre secteur qui illustre parfaitement le découplage entre la conjoncture économique des entreprises avec celle du marché du travail. Alors que la situation des entreprises s'est nettement améliorée au point où certaines filières sont à leurs limites de capacités de production, l'emploi continue de progresser, mais plus lentement. Au niveau de l'ensemble de l'économie, l'emploi marchand n'a augmenté que de 1,7% alors que la production en volume a augmenté de 2,2%. Cet écart synonyme de gains de productivité est 10 fois plus important dans l'industrie. Alors que la production augmentait de 2,2%, l'emploi industriel n'a augmenté que de 0,2% en un an. Comme dans le bâtiment, le taux d'utilisation des capacités de production dépasse sa moyenne de longue période et de plus en plus d'entreprises signalent des goulots de production (30% en avril). Désormais, il y a plus d'entreprises qui ont un problème d'offre que de demande selon l'enquête conjoncturelle de l'INSEE. Parmi elles, 41,5% souffrent d'insuffisances de compétences sur le marché du travail. Il s'agit du taux le plus élevé depuis 2008 (43%).

Concernant les services, seul secteur connaissant une croissance au 1^{er} trimestre, se caractérise aussi par une progression plus lente de l'emploi. Ce dernier a progressé de 1,7% sur un an, soit deux fois moins que la production. Les branches les plus dynamiques pendant le 1^{er} trimestre sont la restauration, l'hôtellerie, les télécom et les services aux entreprises (+0,6% à 1,4%). Le commerce de détail ainsi que la finance et les services immobiliers ont stagné ou quasiment (-0,1% à 0,2%)

La production totale n'a augmenté que de 1,4 milliard contre + 9 milliards au trimestre précédent. Ce résultat très modeste est dû à l'industrie dont la production a diminué de 1,4 milliard (-0,6%) et à un degré moindre à la construction (-100 millions, soit -0,2%).

Dans l'industrie, les matériels de transport ont vu leur production diminuer de 1 milliard en un trimestre. C'est le secteur aéronautique qui est en cause en raison des retards de fabrication de l'avionneur européen. De leur côté, l'industrie automobile et l'industrie navale se portent bien.

On relève aussi un ralentissement dans les autres filières industrielles notamment la chimie.

Concernant la construction, la baisse de l'activité est sans doute liée au retard des mises en chantier pendant la période hivernale. Le carnet de commandes reste à un niveau élevé, nettement supérieur à la moyenne de longue période, mais des tensions commencent à apparaître dans la mise en œuvre. Le taux d'utilisation des capacités de production ont atteint un niveau historique (89%) en mars et 90% en mai. 33% des entreprises du bâtiment signalent des goulots de production au 1^{er} trimestre (37% en mai). Parmi elles, 12% attribuent ces goulots au manque de compétences sur le marché du travail. En mai, cette part augmente à 16,4%. Ces facteurs ont ainsi freiné les mises en chantiers de - 3,2% au 1^{er} trimestre alors que les autorisations ont légèrement augmenté (+0,2%).



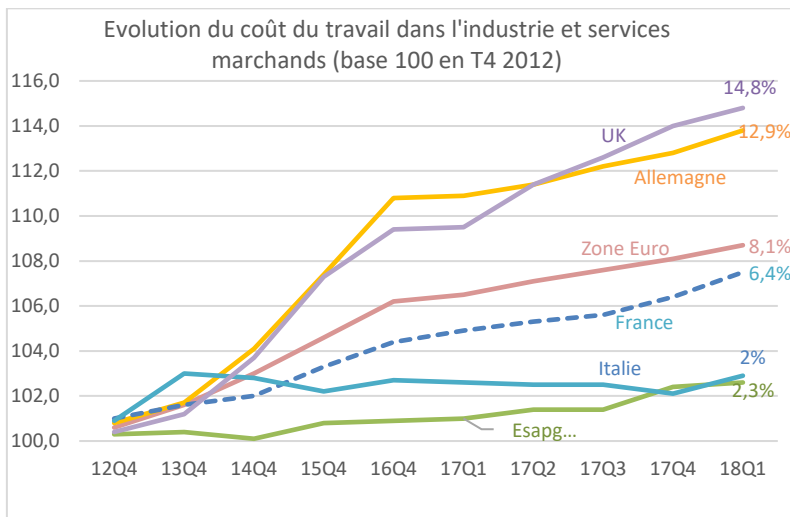
4. La conjoncture dans les entreprises : dégradation des comptes des entreprises mais hausse de créations et baisse des faillites

Les comptes des sociétés non financières se dégradent

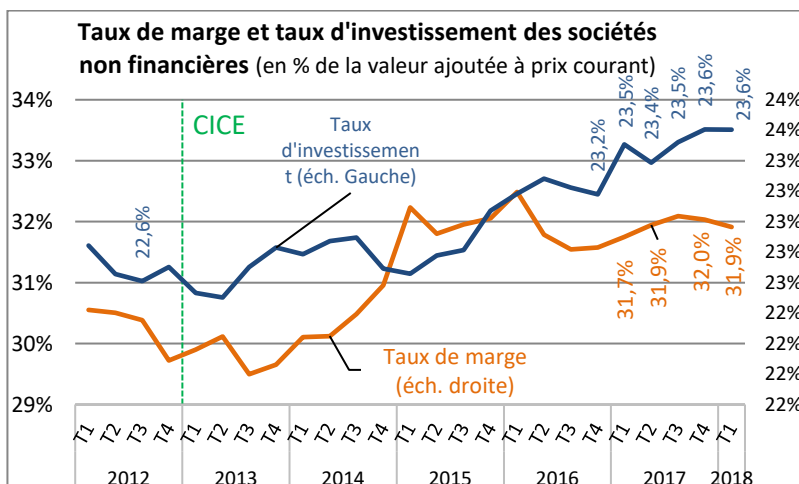
Croissance par trimestre (comptes des **SNF**, en valeur)

	Valeur ajoutée	EBE	Investissement	Dividendes :		
				Reçus	Distribués	
2013	1,3%	0,4%	1,2%	-3,1%	-12,7%	
2014	1,4%	3,1%	2,1%	6,0%	8,4%	
2015	2,5%	7,4%	2,8%	15,1%	11,5%	
2016	2,1%	2,0%	4,2%	-19,0%	-8,5%	
2017	3,3%	2,7%	5,5%	7,4%	1,7%	
2017	T1	1,5%	2,1%	2,9%	5,5%	1,5%
	T2	1,3%	1,9%	0,8%	3,9%	1,4%
	T3	1,2%	1,6%	1,7%	2,5%	1,3%
	T4	1,1%	0,9%	1,4%	1,2%	1,1%
2018	T1	0,5%	0,1%	0,5%	0,0%	1,1%

INSEE, comptes des agents



Source : Eurostat



INSEE, Comptes nationaux et Indicateurs de la conjoncture
Champ : sociétés hors entrepreneurs individuels.

Après quatre trimestres de très bonnes performances financières, les entreprises enregistrent un ralentissement de leur valeur ajoutée et de leur marge économique au 1^{er} trimestre 2018.

La valeur ajoutée mesurant la croissance des entreprises a progressé de 0,5%, soit +1,5 milliard de plus. Environ 45% de ce supplément de richesse est versé sous forme de masse salariale pour financer les créations l'emploi de ce trimestre (+45000 emplois salariés dans le secteur marchand). 20% de la croissance de la valeur ajoutée est destiné au financement de l'investissement et 33% est distribué en dividendes.

Ces chiffres illustrent les ajustements de très court terme (trimestriel) de la rémunération des facteurs de production. En réalité, la valeur ajoutée est partagée pour environ moitié pour la rémunération du travail, un quart pour l'investissement et 21% pour la rémunération du capital (dividendes et intérêts). Le reste (0,5% de la valeur ajoutée) est détenu sous forme de réserves de trésorerie dans les entreprises.

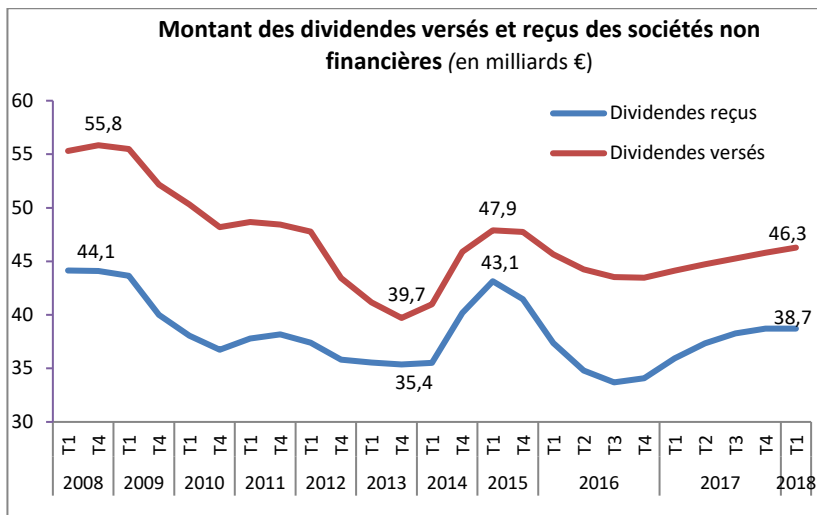
La masse salariale a augmenté deux fois plus vite (+7%) que la valeur ajoutée (+0,5%) en raison de la hausse de l'emploi (+0,2%) mais aussi de celle du salaire moyen (+0,5%). L'accélération du salaire et la transformation des emplois (plus de cadres et moins de techniciens) ont fait augmenter le **coût du travail**. Ce dernier augmente un peu plus vite (+1%) que la moyenne européenne au 1^{er} trimestre (+0,6%) alors que sa progression était inférieure à cette moyenne depuis quelques années. Mais sur une longue période, le coût du travail a augmenté moins vite en France suite à la politique de l'offre du précédent quinquennat (CICE, pacte de responsabilité). En l'absence de ces mesures, le coût du travail aurait augmenté deux fois plus vite selon l'INSEE.

La **marge économique**, qui renseigne sur la santé financière des entreprises, stagne (+0,1%) mais atteint un niveau élevé de 32% de la valeur ajoutée. Les entreprises ont ainsi rattrapé leur retard de marge par rapport à la moyenne de longue période (32,5%).

Le **taux d'investissement** se stabilise à 23,6% au 1^{er} trimestre. A cause du ralentissement de la croissance et surtout d'une consommation atone, les entreprises n'ont pas jugé opportun



de prendre le risque d'augmenter l'investissement. En effet, malgré la forte croissance de 2017, les chefs d'entreprises craignent un retournement soudain de la conjoncture. Certains projets d'investissement sont alors gelés en attendant de voir comment évoluera le marché dans les prochains mois.



Insee, comptes nationaux

Concernant **les dividendes**, les entreprises sont plus généreuses vis-à-vis des actionnaires. Le montant distribué a augmenté de 1.1% pour atteindre 46.3 milliards au 1^{er} trimestre. Une augmentation de 500 millions, soit un tiers de la croissance de la valeur ajoutée qui est capté par les actionnaires. Depuis septembre dernier, les dividendes distribués augmentent plus vite que la marge économique. En conséquence, il y a moins de marge pour investir.

Cette distribution frénétique des dividendes peut s'expliquer par la suppression de la taxe de 3% en l'automne dernier. Cette taxe exceptionnelle est instaurée en 2012 sur les dividendes distribués principalement par les grandes entreprises. L'objectif était de trouver de ressources fiscales pour tenir les engagements de déficit.

La suppression de cette taxe en 2017 fait diminuer le coût pour les entreprises, ce qui aurait incité les actionnaires à demander plus de dividendes alors que la transformation numérique de l'économie exige davantage d'investissements.

Il faut préciser aussi que la série des dividendes est révisée par l'INSEE en ce début d'année faisant apparaître une courbe sous forme de cloche alors que les données précédentes montraient une évolution plate. Ces nouvelles données montrent plus clairement la chute du versement des dividendes entre 2009 et 2012. Fait nouveau, elles montrent une forte augmentation en 2014, soit un an après la mise en place du CICE. Ils diminuent un an après, en 2015, puis remontent progressivement à partir de la fin 2016.

Les créations d'entreprises progressent de 4.9%

CVS - CJO	Evolution annuelle				Evolution trimestrielle en 2017			T1 2018
	2014	2015	2016	2017	T2	T3	T4	
Hors micro-entrepreneurs	1,3%	12,8%	9,1%	6,1%	0,6%	3,4%	5,1%	1,6%
Micro-entrepreneurs	3,4%	-21,5%	-0,3%	8,9%	-1,4%	6,7%	10,6%	9,5%
Ensemble	2,3%	-4,9%	5,1%	7,2%	-0,2%	4,7%	7,3%	4,9%

Les défaillances d'entreprises reculent de 6.4%

CVS - CJO	Evolution annuelle				Evolution trimestrielle en 2017			T1 2018
	2014	2015	2016	2017	T2 2017	T3 2017	T4 2017	
Industrie	-2,7%	-2,0%	-11%	-3,2%	-1,0%	-1,0%	-5,5%	-0,4%
Construction	0,7%	-0,9%	-13%	-11,1%	0,2%	1,8%	-4,1%	-9,3%
Services	-0,6%	1,1%	-5%	-3,5%	1,8%	-2,2%	-2,3%	-6,2%
Ensemble	-0,4%	0,3%	-7,8%	-5,3%	1,2%	-1,2%	-3,0%	-6,4%

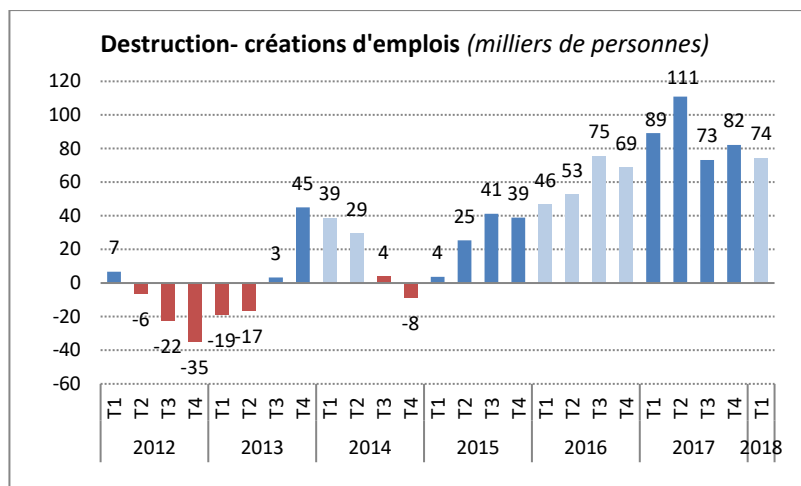
Insee, Indicateurs de conjoncture

Au niveau de la démographie des entreprises, on observe une hausse du nombre de **créations d'entreprises** de 4.9% au 1^{er} trimestre après +7.3% au trimestre précédent. On atteint un niveau historique de 167 000 entreprises créées en un trimestre et 94 000 hors micro-entreprises. Le contexte économique très porteur et la transformation de l'économie ont permis de créer de nouvelles opportunités d'affaires notamment dans l'économie numérique.

Du côté des **défaillances d'entreprises**, on constate aussi une forte baisse du nombre de faillites et de redressements judiciaires. Outre l'amélioration de la trésorerie des entreprises qui les met à l'abri du risque de faillite, le niveau élevé des carnets de commandes leur permet d'envisager l'avenir avec moins de stress. Cependant, leur endettement demeure un risque important en cas de remontée brutale des taux d'intérêt ou d'un contrecoup conjoncturel. Cet endettement représente 90% du PIB, en hausse de 16 points entre 2009 et 2016 alors qu'il est resté stable en moyenne dans la zone euro. Dans ce contexte, l'investissement et l'emploi sont devenus la variable d'ajustement des entreprises. On le constate en ce 1^{er} trimestre. Il a suffi d'un trou d'air de la croissance pour que le moral des chefs d'entreprises bascule se traduisant par le gel des investissements afin de libérer du cash au cas où.

5. La conjoncture du marché du travail : fortes créations d'emplois mais moins qu'en 2017

Ralentissement du rythme des créations d'emplois salariés



Insee- comptes nationaux - Champ : France entière

comptabilise l'effectif en fin de trimestre. On observe alors que l'emploi salarié en fin de trimestre a augmenté moins que la moyenne du trimestre. Le rythme de sa progression s'est donc affaibli vers le mois de mars en raison de la montée des incertitudes sur l'évolution de la croissance économique. Il est frappant par ailleurs de constater que le rythme de l'emploi s'est ajusté aussi rapidement à celui de la croissance, alors qu'habituellement cet ajustement est souvent tardif compte tenu des caractéristiques du marché du travail français.

L'emploi salarié total (y compris dans les administrations et les collectivités locales) a progressé de 74 000 au 1^{er} trimestre, moins qu'au 4^e trimestre mais cela reste une belle augmentation pour une croissance de 0.2%. Il faut rappeler que ces créations d'emplois sont principalement marchandes. Les contrats aidés rabotés depuis l'automne dernier sont quantitativement compensés par les emplois marchands. Mais, les bénéficiaires de ces contrats aidés seraient très probablement laissés à la marge du marché du travail notamment les moins employables d'entre eux. L'emploi salarié dans les comptes nationaux correspond à la moyenne du trimestre considéré, contrairement à l'estimation de l'emploi salarié par la DARES et l'INSEE qui

L'emploi marchand augmente, mais moins vite que précédemment

		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand hors intérim	Intérim	Secteur marchand	Privé y.c associatif
Nombre de salariés (en milliers)	T2 2017	303,2	3 137,2	1 342,8	11 360,6	758,9	16 902,7	19 162,9
	T3 2017	302,1	3 138,5	1 346,1	11 389,7	775,5	16 951,9	19 215,8
	T4 2017	303,6	3 145,5	1 358,2	11 443,2	813,5	17 064,0	19 330,7
	T1 2018	306,6	3 144,7	1 361,9	11 477,8	818,0	17 109,0	19 378,4
Variation en milliers	T2 2017	-0,1	-1,9	6,5	45,1	31,2	80,8	85,7
	T3 2017	-1,1	1,3	3,3	29,1	16,6	49,2	52,9
	T4 2017	1,5	7,0	12,1	53,5	38,0	112,1	114,9
	T1 2018	3,0	-0,8	3,7	34,6	4,5	45,0	47,7
Variation en %	T2 2017	0,0%	-0,1%	0,5%	0,4%	4,3%	0,5%	0,4%
	T3 2017	-0,4%	0,0%	0,2%	0,3%	2,2%	0,3%	0,3%
	T4 2017	0,5%	0,2%	0,9%	0,5%	4,9%	0,7%	0,6%
	T1 2018	1,0%	0,0%	0,3%	0,3%	0,6%	0,3%	0,2%

Source : Insee, Dares. Champ : ensemble de l'économie française hors Mayotte

En effet, l'emploi marchand n'a augmenté que de 45 000 emplois au 1^{er} trimestre contre 112 000 au trimestre précédent. Tous les secteurs ont créé moins d'emploi y compris le secteur tertiaire. Mais c'est dans l'intérim où le ralentissement est brutal. On passe de 38000 emplois intérimaires créés au 4^e trimestre 2017 à seulement 4500 au 1^{er} trimestre 2018. L'industrie qui a vu son emploi augmenter pour la première fois depuis des années se contente d'une stagnation en ce 1^{er} trimestre. De même pour la construction qui n'a créé que 2700 emplois, dix fois moins qu'au trimestre précédent.

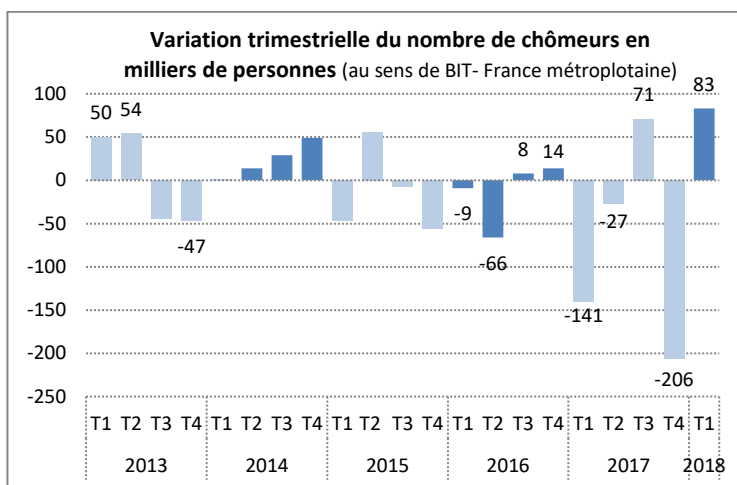
Ces chiffres relativement décevants étaient pourtant prévus par l'INSEE. En cause, la faible croissance prévue au 1^{er} trimestre en raison du calendrier des mesures fiscales (hausse immédiate de la CSG et report de la suppression de la taxe d'habitation), l'arrêt des emplois aidés et la fin de la prime à l'embauche dans les PME à partir du 3^e trimestre de 2017. Rappelons que le gouvernement précédent avait mené une politique de baisse du coût du travail qui a permis de créer 300 000 emplois supplémentaires entre 2013 et 2017 selon une étude récente de l'INSEE. A partir du 3^e trimestre, l'effet de cette politique sur l'emploi est devenu neutre. Il fallait donc relancer une nouvelle politique d'aide à l'emploi afin d'enrichir la croissance par plus d'embauches. Mais c'est la politique de flexibilisation du marché du travail qui est menée par le nouveau gouvernement et sans être accompagnée par des mesures de sécurisation des plus fragiles. En conséquence, l'effet négatif sur l'emploi apparaît dès le premier ralentissement de l'activité économique.



Le chômage repart en hausse 1^{er} trimestre

	Sexe		Age			Ensemble
	H	F	15-24	25-49	>49	
T4 2008	7,0	7,8	19,9	6,6	4,2	7,4
T4 2013	9,8	9,7	23,0	9,2	6,4	9,7
T4 2014	10,5	9,7	24,0	9,6	6,8	10,1
T4 2015	10,4	9,4	23,8	9,3	6,7	9,9
T4 2016	9,9	9,5	23,5	9,1	6,6	9,7
T1 2017	9,2	9,4	21,8	8,7	6,6	9,3
T2 2017	9,2	9,0	22,6	8,4	6,3	9,1
T3 2017	9,4	9,2	21,7	8,9	6,4	9,3
T4 2017	8,8	8,4	20,7	8,0	6,1	8,6
T1 2018	8,8	9,0	20,8	8,3	6,3	8,9

Insee, France métropolitaine, Chômage au sens du BIT.



Le chômage au sens du BIT est une définition universelle permettant les comparaisons internationales (cf. lexique en page 21). Cette définition est celle utilisée par l'INSEE pour calculer le taux de chômage.

Après une forte baisse du chômage en fin d'année 2017 (-0.7 point), on enregistre une hausse de 0.3 point, soit 83 000 chômeurs de plus au 1^{er} trimestre. Le taux de chômage s'établit à 8.9% en France métropolitaine et à 9.2% en France entière. Il faut noter que les variations du nombre de chômeurs sont très fortes depuis 2017. En outre, elles contrastent avec les chiffres ci-dessous des demandeurs d'emplois. Ceci invite à une prudence dans l'interprétation des évolutions.

Les femmes et les classes d'âge de plus de 25 ans sont les catégories où le chômage a le plus augmenté en ce 1^{er} trimestre. Le taux de chômage des femmes a augmenté de 0.6 point à 9% dépassant ainsi pour la première fois depuis un an celui des hommes. Les femmes âgées de 25 à 49 ans sont les plus impactées avec une hausse du taux de chômage de 0.7 point à 8.8% (7.9% pour les hommes de même âge).

Les hommes n'ont pas été impactés par la hausse du chômage. Le taux est resté stable à 8.8%. La résistance de l'emploi masculin dans l'industrie et la construction explique en partie la stabilisation du chômage des hommes. Cela a bénéficié notamment aux moins de 25 ans qui ont bénéficié d'une baisse du chômage de 0.7 point. Les séniors et les 25-49 ans ont eu une hausse mesurée du chômage (+0.1 point).

Plus généralement, la hausse du chômage s'explique par des créations d'emplois moins importantes par rapport à la hausse de la population active. Le taux d'activité a augmenté de 0.2 point au 1^{er} trimestre. Malgré cette insuffisance des emplois, le taux d'emploi est stable à 65,7% et atteint son plus haut niveau depuis les années 80. Il faut noter aussi la diminution du halo autour du chômage de 22 000 personnes qui ont probablement basculé dans le chômage augmentant ainsi ce phénomène.

Les chiffres des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi contrastent avec ceux du chômage mesuré par l'INSEE. La catégorie A, proche du chômage au sens du BIT, diminue de 33 000 demandeurs d'emploi et la catégorie ABC, incluant ceux qui travaillent quelques heures par semaine, est stable. En regardant les chiffres de plus près, on constate que les femmes sont les plus désavantagées. Le nombre de demandeuses d'emploi est quasiment stable au 1^{er} trimestre et augmente sur un an. Alors que le nombre de demandeurs d'emploi homme diminue aussi bien au 1^{er} trimestre que sur un an. Les hommes de 25 à 49 ans et dans une moindre mesure les plus jeunes

Le nombre de demandeurs d'emploi diminue

		Catégorie A			Catégorie A,B,C		
		Niveau en milliers	Variation T/T-1		Niveau en milliers	Variation T/T-1	
			milliers	en %		milliers	en %
2016	T4	3 471	-39,7	-1,1%	5 470	-1,8	0,0%
2017	T1	3 485	13,8	0,4%	5 507	37,8	0,7%
	T2	3 485	0,8	0,0%	5 551	43,2	0,8%
	T3	3 500	14,1	0,4%	5 617	66,0	1,2%
	T4	3 469	-30,3	-0,9%	5 621	4,4	0,1%
2018	T1	3 436	-33,3	-1,0%	5 621	0,1	0,0%

Dares, France Métropolitaine

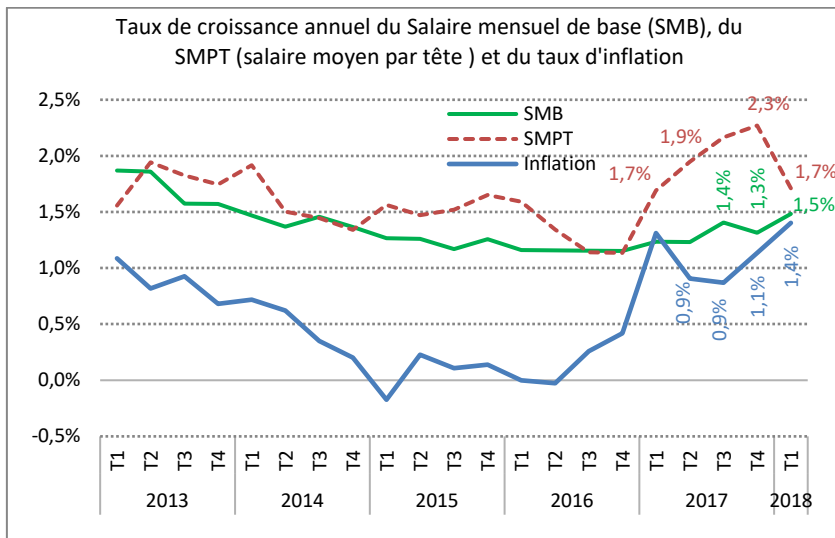
Voir le lexique en dernière page pour les définitions.

sont ceux dont la demande d'emploi diminue. Quant aux femmes, les 25-49 ans et les séniors sont plus nombreuses à s'inscrire à pôle emploi.

Ces chiffres, comme ceux de l'INSEE mais avec quelques différences, montrent une dégradation notable du marché du travail des femmes. Les inégalités d'accès et de maintien dans l'emploi se sont donc accrues. L'absence d'une politique d'aide à l'emploi ciblée sur les plus fragiles a sans doute accentué ces inégalités.

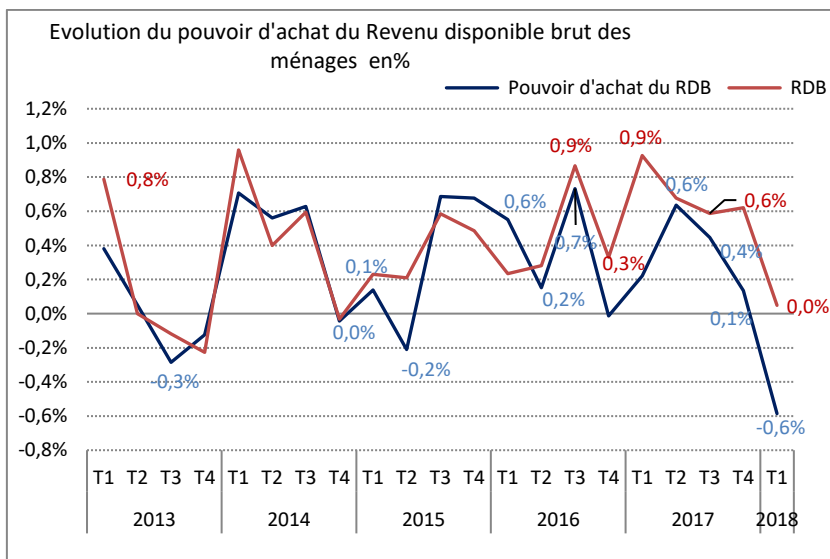
6. Le pouvoir d'achat diminue

Les salaires accélèrent mais sans gain de pouvoir d'achat



DARES. Champ : entreprises de 10 salariés et plus du secteur marchand non agricole

Le pouvoir d'achat du revenu disponible (RDB) diminue



Lexique : le Revenu disponible brut des ménages (RDB) est la somme des revenus incluant les transferts sociaux directs (allocations) et après les prélèvements sociaux et fiscaux (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS). Il est qualifié de revenu brut, car il n'est pas déduit de l'amortissement du capital fixe (l'usure des biens immobiliers). Ce revenu est ainsi disponible pour la consommation, l'épargne et l'investissement.

Le taux d'inflation est redevenu au centre des arbitrages économiques des entreprises et des acteurs financiers. Il est scruté par la BCE et par le gouvernement. Les organisations syndicales doivent aussi s'y intéresser, car l'inflation sera la variable selon laquelle des décisions importantes vont être prises.

Cet avertissement concerne surtout la **France, car l'inflation accélère beaucoup plus vite** chez nous en 2018 comparativement au reste de l'Europe y compris en Allemagne où les salaires sont plus dynamiques. Seul le Royaume-Uni affiche un taux d'inflation plus élevé, mais cela s'explique par la dévaluation de la livre depuis le Brexit.

Le taux d'inflation annuel en France au 1^{er} trimestre (par rapport au même trimestre de 2017) est de 1.5% contre 1.3% en zone euro. Au 2^e trimestre, il grimpe à 2.2% en France contre 1.6% en zone euro. Cette forte inflation a érodé le pouvoir d'achat du salaire. En effet, l'augmentation du **salaire moyen de base (SMB)** de 1.5% (croissance annuelle) est complètement annulée par l'inflation. En prenant en compte **le salaire moyen par tête (SMPT**, incluant la rémunération variable et les heures supplémentaires), l'augmentation est légèrement plus importante (+1.7% de croissance annuelle au 1^{er} trimestre). Mais comparativement au trimestre précédent, le SMPT a augmenté beaucoup moins vite : +2.3% au 4^e trimestre 2017, soit -0.5 point d'augmentation). C'est dans les services, la construction et l'intérim que le salaire moyen a le moins progressé (-0.4 point d'augmentation dans les services, -2.3 points dans la construction et -1.3 point dans l'intérim). Dans ces derniers secteurs, le SMPT a augmenté moins que l'inflation. Le pouvoir d'achat a donc diminué de -0.1% dans les services, -0.3% dans la construction et -1.3% dans l'intérim. Seule l'industrie a continué à accorder une hausse du salaire importante et équivalente au trimestre précédent (+2.2%).

La baisse du pouvoir d'achat est d'autant plus importante quand on prend en compte **le revenu disponible brut (RDB)**, c'est-à-dire les revenus des personnes physiques incluant les transferts sociaux et les prélèvements obligatoires. Le RDB a stagné (0%) au 1^{er} trimestre malgré la hausse du salaire moyen de 1.7%, ce qui montre que la politique fiscale du gouvernement impacte directement le revenu des personnes les moins favorisées. En retranchant l'inflation trimestrielle, le pouvoir d'achat du RDB diminue de 0.6% au 1^{er} trimestre après avoir stagné au trimestre précédent. Cette baisse du pouvoir d'achat est la plus forte depuis le 4^e trimestre 2012. C'est en très grande partie à cause de cette perte de revenu que les ménages ont dépensé très prudemment. Leurs dépenses de consommation ont stagné, ce qui a pesé sur la croissance économique.



7. Les finances publiques : dette publique et le déficit public

La dette publique

	Niveaux (en milliards d'euros)					Evolution T4 2017 / T1 2018	
	2017T1	2017T2	2017T3	2017T4	2018T1	En M	En%
Ensemble des administrations publiques	2214,9	2236,8	2231,3	2218,4	2255,3	36,9	1,7%
En point de PIB (*)	99,1%	99,3%	98,2%	96,8%	97,6%	-	+0,8 p
dont: Etat	1763,8	1794,8	1799,6	1779	1819,7	40,7	2,3%
Autres administrations centrales	12,17	11,92	11,91	11,80	12,04	0,2	2,0%
Collectivités locales	199	198,1	196,6	201,5	200,1	-1,4	-0,7%
SECU	239,9	232,1	223,3	226,1	223,5	-2,6	-1,1%

Source : Comptes nationaux - INSEE, DGFIP, Banque de France

Le déficit public

	Solde budgétaire		Dépenses publiques			Recettes publiques		
	en Mds€	en % de PIB	En milliards €	Variation	En % de PIB	En milliards €	Variation	En % de PIB
2010	-138,9	-7,2%	1100,6		56,8%	961,7		49,6%
2012	-104,1	-5,0%	1192,9	3,0%	57,2%	1088,8	4,0%	52,2%
2013	-86,6	-4,1%	1211,8	1,6%	57,3%	1125,2	3,3%	53,2%
2014	-84,1	-3,9%	1230,1	1,5%	57,2%	1146,0	1,9%	53,3%
2015	-79,7	-3,6%	1248,6	1,5%	56,9%	1169,0	2,0%	53,3%
2016	-75,8	-3,4%	1260,7	1,0%	56,6%	1184,8	1,4%	53,2%
2017	-59,7	-2,6%	1292,5	2,5%	56,4%	1232,8	4,0%	53,8%
2017T2	-13,9	-2,4%	321,1	0,6%	56,22%	307,2	1,6%	53,8%
2017T3	-15,6	-2,7%	324,6	1,1%	56,37%	309,0	0,6%	53,7%
2017T3	-13,4	-2,3%	327,6	0,9%	56,48%	314,1	1,6%	54,2%
2018T4	-14,4	-2,5%	329,4	0,5%	56,48%	314,9	0,3%	54,0%

Source : Comptes nationaux – INSEE

Même s'il est toujours difficile d'analyser les finances publiques trimestriellement, en raison particulièrement du décalage du calendrier des prélèvements et des décaissements, on peut néanmoins interpréter la tendance de court terme pour comprendre les enjeux à venir. La dette publique augmente de 36.9 milliards à 97.6% du PIB au 1^{er} trimestre. Le 1^{er} trimestre de chaque année enregistre une forte augmentation de la dette pour des raisons de gestion technique de son encours. Sur un an, elle augmente beaucoup moins que les années précédentes. En % du PIB, elle diminue de 1.5 point. Une amélioration qui aurait pu être meilleure sans les avantages fiscaux accordés aux plus riches. La suppression de la taxe de 3% sur les dividendes a aussi un impact sur le déficit et la dette.

Le PLF de 2018 poursuit l'objectif d'un déficit de 2.9% en 2017. Cet objectif est largement atteint avec une avance de 0.2 point de PIB (le déficit est de 2.6% en 2017). Pour 2018, le gouvernement prévoit -2.6% avec une hypothèse de croissance de 1.7%. Les mesures fiscales prises couteront 14.3 milliards au budget, dont 4.5 milliards de pertes fiscales sur les contribuables les plus aisés. Ces pertes seront compensées par une hausse de la fiscalité énergétique et du tabac de 4.2 milliards. Le basculement des cotisations maladie et de chômage sur la CSG coutera aux contribuables 3.7 milliards en 2018. Les effets de cette politique commencent à apparaître. Les recettes fiscales augmentent moins vite (0.3%) que la croissance économique en valeur (0.5%). D'autre part, les dépenses augmentent au même rythme que la croissance. Il en résulte une hausse du déficit du 1^{er} trimestre de 1 milliard.

Rappel de la trajectoire des finances publiques (Source : les PLF)

	2016 (réalisé)	2017		2018 (PLF 2018)
		PLF voté en 2016	Projection en sept 17	
Hypothèse de croissance économique	1.2%	2,1%	1.7%	1.7%
Déficit public	3.3%	2.7%	2.9%	2.6%
Dépenses publiques en % du PIB	55.5%	54.6%	54,6%	53.9%
Taux de prélèvements en % du PIB	44.5%	44.5%	44,7%	44.3%



INDEX POUR MIEUX COMPRENDRE

Activité économique

Comptes nationaux : une représentation chiffrée de l'économie française. Ils détaillent la répartition de la richesse créée pendant une période entre la consommation, l'investissement, les exportations et les stocks. L'INSEE décline les comptes de la nation par trimestre et par an. [Consulter les comptes de la Nation publiés par l'INSEE](#)

Valeur ajoutée : la valeur que l'on ajoute à une matière première ou à un produit semi-fini. Cette valeur correspond ainsi à la richesse qu'un agent productif crée en utilisant un input appelé consommation intermédiaire. En comptabilité, la valeur ajoutée est la différence entre la production et la valeur des consommations intermédiaires. En comptabilité nationale, la somme des valeurs ajoutées correspond au PIB.

PIB (Produit intérieur brut) : la somme des valeurs ajoutées créées dans un pays (une région). C'est aussi la somme des revenus distribués dans ce pays ou encore la somme des dépenses qui y sont effectuées. Le taux de variation du PIB correspond au taux de croissance économique.

Croissance économique : l'évolution de la richesse créée dans un pays (une région) entre deux périodes, généralement un an ou un trimestre. Cette somme de la richesse est mesurée par le PIB, qui est le principal indicateur de la conjoncture économique. [Consulter la dernière note d'analyse de la conjoncture de l'INSEE](#)

Déficit public : solde négatif du budget de la nation (différence entre les recettes et les dépenses publiques de l'Etat au sens large, incluant les organismes de la sécurité sociale). Le déficit public au sens de Maastricht est limité à 3% du PIB. C'est l'un des principaux indicateurs que les pays de la zone euro doivent respecter. L'autre principal indicateur est le ratio dette publique/PIB qui ne doit pas dépasser 60%.

Marché du travail

Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi : données mensuelles publiées par Pôle Emploi. Elles sont souvent reprises, à tort, par les médias comme des données sur le chômage. Or, les inscrits à Pôle Emploi ne sont pas tous des chômeurs puisqu'une partie peut avoir un emploi (à temps partiel ou à temps plein), mais qui désire le changer ou le compléter par une autre activité.

La catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi ;

La catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;

La catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Chômage au sens du BIT : nombre de personnes sans emploi, qui n'ont pas travaillé ne serait-ce qu'une heure pendant une semaine de référence, qui recherchent activement un emploi et qui sont disponibles à reprendre un travail dans les 15 jours. [Consulter les derniers chiffres sur le taux de chômage publiés par l'INSEE](#)

Chômage (halo autour du chômage) : c'est la frontière entre le chômage et l'inactivité. Il s'agit des personnes inactives donc non comptabilisées comme chômeurs, mais qui souhaitent travailler. Le plus souvent elles ne recherchent pas du travail parce qu'elles sont découragées ou elles attendent les résultats des démarches antérieures. Parfois elles ne sont pas disponibles immédiatement parce qu'elles sont en formation ou elles gardent leurs enfants.

Emploi salarié : stock d'emplois de contrats de droit privé (CDI, CDD, contrats aidés). L'évolution de ce stock nous donne les créations (ou les destructions) nettes d'emplois. Les données publiées conjointement par l'INSEE et la DARES sont trimestrielles. [Consulter les derniers chiffres de l'emploi publiés par l'INSEE](#)

Emploi total : stock de l'emploi total y compris celui des agents de la fonction publique. [Consulter les derniers chiffres publiés par l'INSEE](#)

Intérim : les chiffres de l'intérim sont publiés mensuellement et déclinés par branche d'activité et par région. Son évolution est considérée comme une « indication avancée du marché du travail » du fait de la sensibilité élevée de l'emploi intérimaire à la conjoncture économique. [Chiffres de l'intérim sur le site de la DARES](#)

Démographie des entreprises

Créations d'entreprises : nombre d'entreprises créées mensuellement, décliné par secteur d'activité. [Consulter les derniers chiffres publiés par l'INSEE](#)

Défaillances d'entreprises : nombre d'entreprises en redressement judiciaire. Les chiffres sont déclinés par activité économique et taille des entreprises. [Consulter les derniers chiffres publiés par la Banque de France](#)

Micro-entrepreneur (ex- auto-entrepreneur) : est un régime fiscal et social avantageux pour les personnes physiques souhaitant créer une entreprise individuelle (loi de modernisation de l'économie d'août 2008 et loi Pinel de juin 2014). Ce statut n'est pas à confondre avec la catégorie « microentreprise » qui est une catégorie statistique utilisée par l'INSEE à des fins d'analyse. Cette catégorie représente les entreprises de moins de 10 salariés et d'un chiffre d'affaires ou un bilan inférieur à 2 millions €.

Rentabilité des entreprises

Marge économique ou Excédent brut d'exploitation (EBE) : est le résidu de la valeur ajoutée après paiement des salaires, des taxes et cotisations. Cette partie de la valeur non distribuée est en général destinée à financer les investissements et à rémunérer le capital.



Taux de marge économique : rapport entre l'EBE et la valeur ajoutée. C'est l'indicateur de référence pour mesurer la rentabilité économique des entreprises.

CICE (Crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi) : réduction d'impôt instaurée en janvier 2013. Elle est égale à 6% de la somme des salaires bruts inférieurs à 2.5 fois le SMIC. La finalité du CICE est de créer un cercle vertueux entre la compétitivité, le taux de marge, l'investissement et l'emploi.

La productivité : correspond en général à la valeur ajoutée créée par un salarié (rapport entre la valeur ajoutée et l'effectif de l'entreprise). Le taux de marge économique de l'entreprise augmente quand la productivité croît plus vite que les salaires. Inversement, quand la hausse des salaires est supérieure à celle de la productivité, le taux de marge économique baisse.

Investissement

Investissement : au niveau macroéconomique, l'investissement correspond à la FBCF (formation brute du capital fixe) qui mesure le montant des acquisitions d'actifs fixes (équipements, machines, bâtiments, usines, logiciels, etc.). Au niveau de l'entreprise, l'investissement doit être analysé au regard des motivations économiques : augmentation des capacités, modernisation/rationalisation, introduction de nouveaux produits et techniques, économie d'énergie, amélioration des conditions de travail, sécurité, environnement. [Enquête d'INSEE sur l'investissement dans l'industrie](#)

Taux d'investissement : rapport entre la FBCF (dépenses d'investissement) et la valeur ajoutée. Autrement dit, c'est la part de la valeur ajoutée consacrée à l'investissement.

Taux d'utilisation des capacités de production : il indique la surcapacité ou la sous-capacité productive d'une entreprise ou d'un pays. Quand il se rapproche de 100%, l'entreprise doit investir et embaucher pour augmenter ses capacités de production. Quand il est trop bas, l'entreprise licencie le personnel ou recourt au chômage partiel.

Salaire et pouvoir d'achat

Inflation : le taux d'inflation correspond à l'évolution généralisée des prix. Il existe plusieurs taux d'inflation : selon la famille des produits, la géographie retenue, la destination finale des produits (produits de consommation, d'investissement, d'exportation, etc.). En général, le taux d'inflation de référence est l'évolution de l'indice général des prix à la consommation hors tabac en France métropolitaine. [Consulter le taux d'inflation sur le site de l'INSEE](#)

Pouvoir d'achat : la quantité de biens ou de services que l'on peut acheter par une somme de monnaie (le salaire par exemple). L'évolution du pouvoir d'achat du salaire est obtenue en faisant la différence entre le taux de croissance du salaire nominal et le taux d'inflation. On parle de gains de pouvoir d'achat quand le salaire augmente plus vite que l'inflation. Une perte de pouvoir d'achat décrit la situation contraire.

Salaire moyen : le salaire brut moyen par tête correspond au rapport entre la masse salariale et le nombre de salariés. Cette moyenne est une donnée macroéconomique qui masque les disparités entre les métiers, la taille des entreprises et le temps de travail. Le salaire moyen par tête est publié par branche d'activité économique. [Consulter les chiffres de la masse salariale, des salaires et de l'emploi sur le site de l'ACOSS](#)



ORSEU

3 rue Bayard – 59 000 LILLE

Tél : +33 3 20 47 15 24

Fax : +33 3 20 31 91 82

www.orseu.com

E-mail : contact@orseu.com

SAS au capital de 298 080 euros

RCS : 483 777 827 RCS LILLE

Code NAF 7220Z

N° TVA intracommunautaire : FR9348377827